

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE RODEREN
SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

L'an deux mil vingt-quatre, le dix-neuf décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christophe KIPPELEN, Maire.

| | | |
|--------------------------------|---|---------------------------|
| Date de la convocation : | Présents : Mmes et MM. | |
| 10 décembre 2024 | Éric SOENEN, Béatrice TESTUD, Emmanuelle RUFF, Marc | |
| Date d'affichage : | WILLEMANN, Lucile ZUSSY, Anatole FUCHS, Régis | |
| 11 décembre 2024 | MAÎTRE, Anne-Marie TSCHIRHART, Fanny WEIGEL, Marion | |
| | FUCHS, Stéphanie HALLER. | |
| Nombre de membres : 15 | Excusé(s) : | Procurator(s) : |
| En exercice : 15 | Emmanuelle RUFF | Éric SOENEN jusqu'à 20h08 |
| Suffrages exprimés : 14 | Jocelyne SOURD | Béatrice TESTUD |
| Votes Pour : 13 | Éric HUMBERT | Christophe KIPPELEN |
| Votes Contre : 0 | Jean-Sébastien INEICH | |
| Abstentions : 1 | | |

DEL20241219_012

Objet de la délibération : Acquisition d'une licence de débit de boissons de 4ème catégorie.

Monsieur le Maire porte à la connaissance de l'assemblée, que Madame Anne-Marie TSCHIRHART souhaite procéder à la vente de la Licence IV, qui était rattachée à sa personne et à son établissement le café « Au Raisin Vert ».

Madame TSCHIRHART Anne-Marie, Conseillère Municipale, concernée par ce point ne participe ni au débat, ni au vote.

Afin de détailler le débat, Monsieur le Maire communique les informations suivantes :

- D'après la réglementation est autorisé une licence de catégorie 3 ou 4 pour 450 habitants. A ce jour nous avons déjà atteint ce quota.
A défaut d'acquisition de cette licence IV par la commune, celle-ci serait transférée en dehors de la municipalité, au profit d'une autre commune du département.
- Selon l'article L225 1-3 du CGCT, une licence IV peut être détenue par la commune : en cas de carence ou d'insuffisance de l'initiative privée pour gérer un débit de boisson, la notion d'intérêt public peut permettre à une commune, pour assurer le maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural, de créer une entreprise commerciale dans le secteur d'activité où est constatée cette défaillance de l'initiative privée. Par ailleurs, la dernière licence IV d'une commune ne peut pas être transférée sans accord du maire.
- Exploitation en direct. La commune peut décider d'organiser et de gérer elle-même le débit de boissons. Elle aura alors recours à la régie, formule qui lui permet d'exercer un contrôle direct sur la gestion du débit de boissons. Il lui appartient de désigner un représentant responsable. Ce ne peut être ni le maire ni un conseiller municipal (art. R 222 1-1 1 et R 2221-21 du CGCT). L'obligation de formation incombe à l'exploitant effectif qui effectue alors l'activité d'exploitation du débit de boissons, non pour son propre compte, mais pour celui de la commune.
- Location. Mais la commune peut déléguer la responsabilité de l'exploitation du débit de boissons à une personne, publique ou privée, en concluant avec elle un contrat

administratif de location. La personne locataire doit être en mesure de passer le contrat de location et de procéder à des actes de commerce. Ainsi, il peut s'agir d'une association, mais ses statuts devront prévoir expressément qu'elle peut effectuer des actes de commerce (l'article L. 442-7 du code de commerce oblige les associations qui exploitent un débit de boissons à titre habituel à faire figurer cette activité commerciale dans leurs statuts). L'association doit désigner la personne physique qui exploitera la licence et qui doit obtenir le permis d'exploitation.

- La licence est attachée à une personne et un local. Il n'est pas possible de mettre la licence communale à la disposition de plusieurs associations. De même, la mise à disposition d'une licence II, III ou IV de débits de boissons détenue par une commune au profit d'une association dans le cadre d'autorisations d'ouverture temporaires de débits de boissons est illégale.
- Les obligations de formation à respecter : en principe, ce sont les déclarants de l'ouverture, c'est-à-dire le propriétaire ou gérant, qui doivent suivre la formation « Permis d'exploitation ». Lorsque la licence est détenue par une commune, l'obligation de formation incombe à l'exploitant effectif qui aura été désigné et qui effectue alors cette activité, non pour son propre compte, mais pour celui de la commune.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

Considérant la proposition faite par Madame TSCHIRHART Anne-Marie de céder à la commune sa licence IV ;

Considérant qu'à défaut d'acquisition de cette licence IV par la commune, celle-ci serait transférée en dehors de la municipalité, au profit d'une autre commune du département, ou en dehors ;

Considérant que la commune dispose d'un nombre limité de Licence III ou IV,
Considérant l'intérêt et l'opportunité pour la commune de conserver cette licence ;

- **d'approuver l'acquisition de la licence IV cédée par Madame Anne-Marie TSCHIRHART, au prix de 6 500 € ;**
- **de l'autoriser à faire toutes les démarches nécessaires pour aboutir à l'acquisition de cette licence à signer l'acte de cession ainsi que tous les actes et documents relatifs à ce dossier ;**
- **de préciser que la commune, en tant qu'acquéreur, prendra en charge les frais et honoraires supportés dans le cadre de cette transaction.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à treize voix et 1 abstention,

- **adopte la proposition de Monsieur le Maire,**
- **l'autorise à signer tous les documents se rapportant à cette décision et tous les actes administratifs nécessaires à sa mise en œuvre.**

Roderen, le 23/12/2024

Le Maire, Christophe KIPPELEN

Marc WILLEMAN, Secrétaire de séance

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le 23/12/2024
et publication ou notification du 23/12/2024